

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1071

28 avril 2014

SOMMAIRE

Boss Concept IPC Sicav	51372	Parc Merveilleux	51362
Bull Fund	51370	Pegase S.A.	51364
Car Classifieds Asia S.à r.l.	51373	Piguet Strategies	51364
Compagnie Financière Ottomane S.A. ...	51366	Robeco All Strategies Funds	51367
Constanza S.A. - SPF	51364	Robeco Capital Growth Funds	51367
Eurizon Easyfund	51408	Robeco Interest Plus Funds	51367
Eurizon Multimanager Stars Fund	51365	Robeco Lux-O-Rente	51367
Familyfond S.A.	51366	Rorento	51367
Financière de la charcuterie	51404	Sauren Fonds-Select Sicav	51368
Fouress Systems S.A.	51366	Silverhorn SICAV-SIF	51369
Investment Solutions by Epsilon	51365	Société Générale de Participations Agro-	
IODA S.A.	51362	Alimentaires S.A.	51363
Janliro S.A., SPF	51363	Sohmisa Investments S.à r.l.	51398
Japan Fund Holdco S.à r.l.	51407	Technorizon S.A.	51365
Japan Fund Holdco S.à r.l.	51408	Ternium S.A.	51370
Japan Property Holdco S.à r.l.	51372	Tiberius Commodity Fund of Funds	51367
Morgan Stanley Investment Funds	51369	Tibidabo Invest S.A.	51363
NKS Fortune S.A.	51365	Tilare S.A., SPF	51362

IODA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 179.511.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 mai 2014 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014053471/10/18.

Tilare S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 165.739.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 mai 2014 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014055750/795/15.

Parc Merveilleux, Société Anonyme.

Siège social: L-3260 Bettembourg, route de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 6.833.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi, 8 mai 2014 à 15.00 heures au restaurant du Parc Merveilleux, route de Mondorf à Bettembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et rapport du réviseur des comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au réviseur des comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

Pour pouvoir participer au vote les actionnaires devront présenter leurs actions au président du Conseil d'Administration au début de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014058151/6162/21.

Société Générale de Participations Agro-Alimentaires S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 28.972.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 7 mai 2014 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et son approbation.
2. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes.
3. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
4. Lecture du rapport du Réviseur d'Entreprises concernant les bilans, comptes de pertes et profits consolidés du groupe au 31 décembre 2012.
5. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits consolidés du groupe au 31 décembre 2012.
6. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
7. Nominations statutaires.
8. Divers.

SOCIETE GENERALE DE PARTICIPATIONS AGRO-ALIMENTAIRES S.A.

Référence de publication: 2014051512/545/21.

Tibidabo Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 169.314.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 7 mai 2014 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation de la date de l'assemblée nonobstant la date prévue par les statuts
2. Présentation du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes
3. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012
4. Affectation du résultat
5. Décharge pleine et entière à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2012
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014055774/795/18.

Janliro S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 165.988.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 mai 2014 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014055748/795/15.

Pegase S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 42.741.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 20 mai 2014 à 10.00 heures au siège social 1, Rue Joseph Hackin à L-1746 Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014058153/755/19.

Piguet Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 61.807.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on 7 May 2014 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2013
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor
6. Statutory Elections

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV. The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2014055037/755/19.

Constanza S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 23.673.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme CONSTANZA S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi, 13 mai 2014 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2013.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014058159/750/16.

NKS Fortune S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 55.357.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 7 mai 2014 à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014055749/795/16.

Technorizon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 153.502.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 16 mai 2014 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à l'Administrateur Unique et au Commissaire aux Comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

L'administrateur unique.

Référence de publication: 2014058155/506/16.

Investment Solutions by Epsilon, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion (modifié/coordonné) au 7/04/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURIZON CAPITAL S.A.
Claudio BUSSO
Head of Operations

Référence de publication: 2014051181/11.

(140058511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Eurizon Multimanager Stars Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion (modifié/coordonné) au 14 avril 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURIZON CAPITAL S.A.
Jérôme Debertolis
Head of Legal & Finance

Référence de publication: 2014052976/11.

(140061151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2014.

Familyfond S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 120.244.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 16 mai 2014 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014058160/795/15.

Compagnie Financière Ottomane S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 44.561.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires se tiendra le Mercredi 21 mai 2014 à 11h00 dans les locaux de BGL BNP PARIBAS, 50, Avenue J.F. Kennedy L-2951 LUXEMBOURG

Ordre du jour:

- Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2014
- Approbation des comptes arrêtés au 31/12/2013
- Rapport du Réviseur d'Entreprises
- Répartition du résultat 2013
- Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises
- Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises
- Divers

L'actionnaire qui détient toujours des titres au porteur et qui désire assister à l'assemblée générale ou se faire représenter doit déposer ses titres auprès de:

COMPAGNIE FINANCIERE OTTOMANE S.A.

44, Avenue J-F Kennedy
L - 1855 LUXEMBOURG

Ces actions au porteur seront transformées en actions nominatives conformément aux résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 23 Décembre 1996 modifiant l'article 6 des statuts.

Référence de publication: 2014057492/24.

Fouress Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 59.707.

Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2013

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société Fouress Systems S.A., tenue au siège social en date du 11 juin 2013, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante pour les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2012:

Renouveler le mandat d'administrateur pour une durée d'un an jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2014 de:

- Antar Invest S.A.: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fouress Systems S.A.

Référence de publication: 2014033663/15.

(140037970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

Tiberius Commodity Fund of Funds, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 158.211.

Gemäß Art. 20 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre zum 14. Mai 2014 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2013 samt GuV und Anhang sowie Beschlussfassung über die Gewinnverwendung.
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Wiederwahl des Verwaltungsrats.
6. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, daß die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten sollten wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im April 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014058154/1999/26.

Rorento, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 177.719.

Robeco Interest Plus Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 40.490.

Robeco Lux-O-Rente, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, rue de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 47.779.

Robeco Capital Growth Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 58.959.

Robeco All Strategies Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 124.048.

ANNUAL GENERAL MEETINGS

of Shareholders to be held on 30 May 2014, at Centre Etoile, 11/13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg at 1.00 p.m. for Rorento, at 2.00 p.m. for Robeco Interest Plus Funds and Robeco Lux-o-rente, at 3.00 p.m. for Robeco Capital Growth Funds and at 4.00 p.m. for Robeco All Strategies Funds.

Agenda:

1. Report of the board of directors and auditors' report
2. Consideration and approval of the annual accounts for the financial year 2013
3. Consideration and approval of the profit appropriation (for each of the sub-funds) for the financial year ended 31 December 2013
4. Discharge of the board of directors
5. Statutory appointments

6. Any other business

The Annual Reports 2013 may be obtained at the registered office of the Corporations. The reports are also available via www.robeco.com/luxembourg.

For Rorento, Robeco Interest Plus Funds, Robeco Capital Growth Funds and Robeco All Strategies Funds the quorum and majority requirements will be determined in accordance to the outstanding shares on 25 May 2014 midnight CET (the "Record Date") and the voting rights of shareholders shall be determined by the number of shares held at the Record Date.

The resolutions on the Agenda will not require a quorum and will be taken at a simple majority of the votes cast. Shareholders may vote in person or by proxy. Shareholders wishing to attend and/or vote at the respective meetings should inform the respective Corporations through Mrs. V. Delvael, RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg in writing not later than 25 May 2014 (fax: + 352 24603331).

The boards of directors.

Référence de publication: 2014058164/755/41.

Sauren Fonds-Select Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 68.351.

Die Aktionäre der SAUREN FONDS-SELECT SICAV werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 8. Mai 2014 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

Änderung und Aktualisierung des Verkaufsprospektes einschließlich Satzung per 1. Juli 2014

1. Mit Wirkung zum 1. Juli 2014 soll die IPConcept (Luxemburg) S.A., 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen zur Verwaltungsgesellschaft der Investmentgesellschaft bestellt werden.
2. Die Investmentgesellschaft soll zum 1. Juli 2014 von einer Luxemburger Investmentgesellschaft gemäß Teil II (non-UCITS) des Luxemburger Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) in eine Luxemburger Gesellschaft gemäß Teil I (UCITS) des vorgenannten Gesetzes umgewandelt werden.
3. Vor dem Hintergrund der unter Punkt 2. genannten Umwandlung erfolgt eine umfangreiche Anpassung der Satzung der Investmentgesellschaft an die Vorgaben gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010. Von der Anpassung sind alle bisherigen Artikel der Satzung betroffen.
4. Aufgrund der Umwandlung wird der Gesellschaftszweck im Wortlaut geändert und lautet künftig wie folgt:
 - „1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) mit dem Ziel eine angemessene Wertentwicklung zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.
 2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) („Gesetz vom 10. August 1915“) festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.“

Ein Entwurf des neuen Verkaufsprospektes einschließlich Satzung ist bei der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Außerordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen.

Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 2. Mai 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der SAUREN FONDS-SELECT SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr.: 00352/44903-4506 oder E-Mail: directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im April 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014055038/755/49.

Silverhorn SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 174.190.

The board of directors herewith invites the Shareholders, in accordance with the Company's articles of association (the "Articles") to the

ANNUAL ORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to take place on *13 May 2014* at 2.00 p.m. at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Capitalised terms not defined herein have the meaning assigned to them in the Prospectus of the Company.

The agenda is as follows:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and the Auditor on the financial statements for the financial year as per 31 December 2013.
2. Approval of the balance sheet as per 31 December 2013 and the profit and loss statement.
3. Remuneration of the Members of the Board of Directors.
4. Discharge of the members of the Board of Directors for the financial year that elapsed.
5. Re-election of the Board of Directors.
6. Re-election of the Auditor.
7. Miscellaneous.

In order to attend the Ordinary General Meeting and for the proper execution of the voting rights, the shareholders will have to deposit their shares at least five (5) days before the meeting. Only those who have submitted written notice of the deposit to the company are admitted to attend the meeting. Each shareholder may be represented by a person who is duly authorized by proxy.

If you cannot attend this meeting, please return the form of proxy duly dated and signed to the Company to the attention of the Fund Set-Up Department, Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, Fax: 00352.22.15.22-500, E-Mail d_FundSetUpOPAM@oppenheim.lu, prior to 8 May 2014. Proxy forms can be obtained from the registered office of the Company.

Luxembourg, April 2014.

By order of the board of directors

Board of Directors

Référence de publication: 2014058156/1999/32.

Morgan Stanley Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 29.192.

The shareholders of MORGAN STANLEY INVESTMENT FUNDS (the "Company") are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held on Tuesday, *13 May 2014*, at 10.30 a.m. CET at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the report of the Board of Directors and the report of the Auditors for the financial year ended 31 December 2013.
2. Approval of the audited annual accounts for the financial year ended 31 December 2013.
3. Ratification of the distributions as detailed in the audited annual accounts for the financial year ended 31 December 2013.
4. Granting of discharge to the directors of the Company with respect to the performance of their duties for the financial year ended 31 December 2013.

5. Re-appointment of Andrew Mack, William Jones, Michael Griffin and Henry Kelly as directors of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the audited annual accounts for the financial year ending 31 December 2014.
6. Ratification and approval of the payment of directors' fees to the directors of the Company for the financial year ended 31 December 2013.
7. Re-appointment of the auditors of the Company, Ernst & Young, to serve until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the audited annual accounts for the financial year ending 31 December 2014.
8. Miscellaneous.

Resolutions on the agenda of the annual general meeting will require no quorum and the resolutions will be passed by a simple majority of the shares represented and voting.

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. If you cannot attend this meeting, please return the form of proxy duly dated and signed and marked for the attention of Myriam Lambrech-Rivera, c/o J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A., Company Administration Department, European Bank & Business Center, 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, prior to 12 May 2014 at 5 p.m.

Référence de publication: 2014050976/33.

Bull Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 91.846.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on 7 May 2014 at 11.00 with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2013
3. Allocation of Results
4. Remuneration of the Directors
5. Discharge to the Directors
6. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor
7. Statutory Elections

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at BANQUE DE LUXEMBOURG (14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg).

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2014054255/755/23.

Ternium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 98.668.

Notice is hereby given to shareholders of TERNIUM S.A. (the "Company") that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company will be held on May 7, 2014, at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, at 2.30 p.m. (Luxembourg time) (the "Meeting"). At the Meeting, shareholders will vote on the items listed below.

Agenda:

1. Consideration of the Board of Directors' and independent auditor's reports on the Company's consolidated financial statements. Approval of the Company's consolidated financial statements as of December 31, 2013 and 2012 and for the years ended December 31, 2013, 2012 and 2011.
2. Consideration of the independent auditor's report on the Company's annual accounts. Approval of the Company's annual accounts as at December 31, 2013.
3. Allocation of results and approval of dividend payment.
4. Discharge to the members of the Board of Directors for the exercise of their mandate throughout the year ended December 31, 2013.

5. Election of the members of the Board of Directors.
6. Compensation of the members of the Board of Directors.
7. Appointment of the independent auditors for the fiscal year ending December 31, 2014 and approval of their fees.
8. Authorization to the Board of Directors to delegate the day-to-day management of the Company's business to one or more of its members.
9. Authorization to the Board of Directors to appoint one or more of its members as the Company's attorney-in-fact.

Pursuant to the Company's Articles of Association, resolutions at the Meeting will be passed by a simple majority of the votes cast, irrespective of the number of shares present or represented.

Procedures for attending the Meeting

Any shareholder registered in the Company's share register on May 2, 2014 (the "Record Date"), shall be admitted to the Meeting. Such shareholders may attend the Meeting in person or vote by proxy. To vote by proxy, such shareholders must file a completed proxy form with the Company not later than 5.00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date, at the Company's registered office in Luxembourg, located at 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg.

Any shareholder holding shares through fungible securities accounts wishing to attend the Meeting in person must present a certificate issued by the financial institution or professional depositary holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date. Certificates certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting. Certificates must be filed with the Company not later than 5.00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date, at the Company's registered office in Luxembourg.

Shareholders holding their shares through fungible securities accounts may also vote by proxy. To do so, they must present the above referred certificate, together with a completed proxy form. Such certificate and proxy form must be filed with the Company not later than 5:00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date, at the Company's registered office in Luxembourg.

Shareholders who wish to be represented and vote by proxy may obtain a proxy form free of charge at the Company's registered office in Luxembourg, between 10.00 a.m. and 5.00 p.m., Luxembourg time, beginning on March 21, 2014. In addition, beginning on March 21, 2014, shareholders can obtain an electronic copy of such proxy form free of charge by sending an e-mail request to the following electronic address: ir@ternium.com. All proxy forms must be received by the Company, properly completed and signed, at the Company's registered office in Luxembourg by not later than 5.00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date.

In the event of shares owned by a corporation or any other legal entity, individuals representing such entity who wish to attend the Meeting in person and vote at the Meeting on behalf of such entity, must present evidence of their authority to attend, and vote at, the Meeting by means of a proper document (such as a general or special power-of-attorney) issued by the relevant entity. A copy of such power of attorney or other proper document must be filed with the Company not later than 5.00 p.m. (Luxembourg time) on the Record Date, at the Company's registered office in Luxembourg. The original documentation evidencing the authority to attend, and vote at, the Meeting, or a notarized and legalized copy thereof, must be presented at the Meeting.

Shareholders and proxy holders attending the meeting in person will be required to identify themselves at the meeting with a valid official identification document (e.g., identity card, passport).

Those shareholders who have sold their shares between the Record Date and the date of the Meeting must not attend or be represented at any of the Meetings. In case of breach of such prohibition, criminal sanctions may apply.

Holders of American Depositary Receipts (the "ADRs") as of April 7, 2014, are entitled to instruct The Bank of New York Mellon, as Depositary, as to the exercise of the voting rights pertaining to the Company's shares represented by such holder's ADRs. Eligible holders of ADRs who desire to give voting instructions in respect of the shares represented by their ADRs must complete, date and sign a proxy form and return it to The Bank of New York Mellon Shareowner Services, P.O. Box 3549, S. Hackensack New Jersey 07606-9249, U.S.A. Attention: Proxy Processing, by 12.00 p.m., New York City time, on May 2, 2014. Holders of ADRs maintaining non-certificated positions must follow voting instructions given by their broker or custodian bank, which may provide for earlier deadlines for submitting voting instructions.

Copies of the Shareholder Meeting Brochure and Proxy Statement and the Company's 2013 annual report (which includes the Company's consolidated financial statements as of December 31, 2013 and 2012 and for the years ended December 31, 2013, 2012 and 2011, together with the board of directors' and independent auditors' reports thereon, and the Company's annual accounts as at December 31, 2013, together with the independent auditor's report thereon), will be available on our website at <http://www.ternium.com/en/investor/> beginning on March 21, 2014. Copies of such documents will also be available free of charge to ADR holders and shareholders registered in the Company's share register at the Company's registered office in Luxembourg, between 10.00 a.m. and 5.00 p.m., Luxembourg time, beginning on March 21, 2014. In addition, beginning on March 21, 2014, shareholders registered in the Company's share register may obtain electronic copies of such documents free of charge by sending an e-mail request to the following electronic address: ir@ternium.com.

Luxembourg, March 21, 2014.
Arturo Sporleder
Secretary to the Board of Directors

Référence de publication: 2014036779/80.

Boss Concept IPC Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 60.666.

Die Aktionäre der Boss Concept IPC Sicav werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 7. Mai 2014 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2013 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien, gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Boss Concept IPC Sicav (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014055025/755/30.

Japan Property Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: JPY 1.151.677.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, avenue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 127.974.

CLOSURE OF THE LIQUIDATION

Extract of the resolutions taken by the sole shareholder of the Company on 26 March 2014

On 26 March 2014, the sole shareholder of the Company resolved:

- to approve the unaudited accounts of the Company for the unaudited financial period from 1st January 2013 until 20 June 2013 and to grant discharge to the managers for their mandate until 20 June 2013;
- to approve the liquidation accounts covering the liquidation period from 21 June 2013 to 12 December 2013;
- to approve the report of the liquidator of the Company;
- to approve the report of the Commissaire à la liquidation;
- to grant discharge to the liquidator of the Company for the performance of his mandate;
- to close the liquidation of the Company and to return the liquidation proceeds to the sole shareholder;
- that all the books and corporate documents of the Company will be deposited and kept for a period of at least five years at the registered office of the Company.

Traduction en français:
CLOTURE DE LA LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 26 mars 2014

Le 26 mars 2014, l'actionnaire unique de la Société a décidé:

- d'approuver les comptes non-révisés de la Société pour l'exercice du 1^{er} janvier 2013 au 20 juin 2013 et de donner décharge aux gérants de la Société pour leur mandat jusqu'au 20 juin 2013;
 - d'approuver les comptes de liquidation couvrant la période du 21 juin 2013 au 12 décembre 2013;
 - d'approuver le rapport du liquidateur de la Société;
 - d'approuver le rapport du Commissaire à la liquidation;
 - de donner décharge au liquidateur de la Société pour l'exécution de son mandat;
 - de clôturer la liquidation de la Société et de restituer le résidu de liquidation à l'actionnaire unique;
 - que les livres et documents sociaux seront déposés pendant une durée de cinq ans au siège social de la Société.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Japan Property Holdco S.à r.l. (in liquidation)

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014055409/36.

(140063186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Car Classifieds Asia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.750,00.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.458.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of January.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Asia Internet Holding S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under no. B 177.038, having its registered address at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, being the holder of twelve thousand four hundred ninety-nine (12,499) common shares,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 17 January 2014 and in Luxembourg on 17 January 2014;

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), a limited liability company (Unternehmergesellschaft (haftungsbeschränkt)) existing under the laws of Germany registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 126893 B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of one (1) common share,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 17 January 2014;

3. Aismare Lux Holdings S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 176544, having its registered address at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, the Grand Duchy of Luxembourg, and with a share capital of twenty-eight thousand four hundred ninety-four euros (EUR 28,494.00), being the holder of three thousand one hundred twenty-five (3,125) Series A shares,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 17 January 2014; and

4. TEC Global Invest VIII GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) under the laws of Germany with its statutory seat in Mülheim an der Ruhr, Germany, registration with the commercial register at the local court of Duisburg, Germany, pending, having its business address at Wissollstraße 5-43, 45478 Mülheim an der Ruhr, Germany, (hereinafter "TEC"), participating and voting only for purposes of Agenda point 4 et seqq., becoming the holder of three thousand one hundred twenty-five (3,125) Series A2 shares,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 17 January 2014.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The parties 1., 2. and 3. (the “Existing Shareholders”) are all the shareholders of Car Classifieds Asia S.à r.l. (the “Company”), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 180458 and incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Henri Hellinckx, residing in Luxembourg, on 16 September 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2801 dated 8 November 2013. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the notary Henri Hellinckx residing in Luxembourg on 4 December 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Existing Shareholders representing the whole corporate capital and having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda whereby TEC participates and votes for purpose of Agenda point 4 et seqq. only:

Agenda

1. Decision to create three (3) classes of shares, divided into common shares (hereinafter “Common Shares”), series A1 shares (hereinafter “Series A1 Shares”) and series A2 shares (hereinafter “Series A2 Shares”) and to convert the existing three thousand one hundred twenty-five (3,125) series A shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, into three thousand one hundred twenty-five (3,125) Series A1 Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, without cancellation of shares.

2. Acceptance of TEC Global Invest VIII GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) under the laws of Germany with its statutory seat in Mülheim an der Ruhr, Germany, registration with the commercial register at the local court of Duisburg, Germany, pending, having its business address at Wissollstraße 5-43, 45478 Mülheim an der Ruhr, Germany, as new shareholder of the Company.

3. Increase of the Company’s share capital by an amount of three thousand one hundred and twenty-five euro (EUR 3,125) so as to raise it from its current amount of fifteen thousand six hundred twenty-five euro (EUR 15,625) up to eighteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 18,750) by issuing three thousand one hundred and twenty-five (3,125) Series A2 Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

4. Subsequent amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at eighteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 18,750) with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, represented by

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares (hereinafter “Common Shares”),

5.1.2 three thousand one hundred twenty five (3,125) series A1 shares (hereinafter “Series A1 Shares”) and

5.1.3 three thousand one hundred twenty five (3,125) series A2 shares (hereinafter “Series A2 Shares” and, together with the Series A1 Shares, the “Series A Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Asia Internet Holding S.à r.l. (“Holding”), (ii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. (“Aismare”) and TEC Global Invest VIII GmbH (“TEC”; Holding, Aismare and TEC jointly the “Investors” and each an “Investor”) shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a “Third Party Investor”)) and which has been approved by the Advisory Board (a “Third Party Investment”) or the investment by one or more of shareholders matching (i.e. fully replace) the Third Party Investment by increasing their respective shareholding in the Company (“Matching Shareholders”), or the investment by one or more of the existing shareholders, as the case may be, required to maintain up to its percentage ownership (pro rata participation) in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment or the investment by the Matching Shareholders, or the investment by the existing shareholders, as the case may be, is based on. Each of the Investors intending to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3 shall inform the Company by binding declaration three (3) weeks after the Investors have been notified by the Company regarding the Third Party Investment.”

5. Subsequent amendment of the purpose of the Company by inserting a new article two point four (2.4) into the articles of association of the Company which shall read as follows:

“2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.” The new article 2 shall read as follows:

“ Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.”

6. Full restatement of the articles of association of the Company so that they shall henceforth read as follows:

“A. Name- Purpose - Duration - Registered Office

Art. 1. Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Car Classifieds Asia S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share Capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at eighteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 18,750) with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, represented by

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares (hereinafter "Common Shares"),

5.1.2 three thousand one hundred twenty five (3,125) series A1 shares (hereinafter "Series A1 Shares") and

5.1.3 three thousand one hundred twenty five (3,125) series A2 shares (hereinafter "Series A2 Shares" and, together with the Series A1 Shares, the "Series A Shares").

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Asia Internet Holding S.à r.l. ("Holding"), (ii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. ("Aismare") and TEC Global Invest VIII GmbH ("TEC"; Holding, Aismare and TEC jointly the "Investors" and each an "Investor") shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a "Third Party Investor")) and which has been approved by the Advisory Board (a "Third Party Investment") or the investment by one or more of shareholders matching (i.e. fully replace) the Third Party Investment by increasing their respective shareholding in the Company ("Matching Shareholders"), or the investment by one or more of the existing shareholders, as the case may be, required to maintain up to its percentage ownership (pro rata participation) in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment or the investment by the Matching Shareholders, or the investment by the existing shareholders, as the case may be, is based on. Each of the Investors intending to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3 shall inform the Company by binding declaration three (3) weeks after the Investors have been notified by the Company regarding the Third Party Investment."

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4.1 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by shareholders holding at least three quarters of the share capital (a "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of preemption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders agreement between the shareholders. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

7.4.2 in any case of a transfer, assignment or any other disposal of shares by any Investor to a company affiliated to such Investor within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG);

7.4.3 in case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares by any Investor to a company (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this Investor or (ii) by one or more direct or indirect shareholders of the respective Investor (each a "Controlled Company"), whereas "Control" or "Controlled" or "Controlling" shall mean the direct or indirect domination of the company by way of (a) managing the company as managing shareholder, (b) holding the majority of shares or (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise, or (y) in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has a direct or indirect majority shareholding;

7.5 in case of a transfer, assignment or any other disposal of shares (i) to a party acquiring shares under a simplified employee participation program or (ii) by a shareholder to the Company and/or any Investor pursuant to a collocation under a vesting scheme;

7.6 To the extent a transfer, assignment or any other disposal of shares requires no additional consent of the shareholders' meeting pursuant to article 7.4 above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.7 Any transfer, assignment or any other disposal shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer, assignment or any other disposal to, or upon the acceptance of the transfer, assignment or any other disposal by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.8 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by a Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

Art. 8. Liquidation and sale preferences.

8.1 In case (i) of any sale of at least fifty per cent (50%) of all shares in the Company, or a swap or a take-over of the Company in an economically comparable way in a single or more related transactions or in close time proximity to one another, or (ii) of the liquidation of the Company or (iii) of any sale or transfer of shares in the Company either to third parties or other shareholders that would result in either more than fifty per cent (50%) of the share capital or more than fifty per cent (50%) of the voting rights being owned by the acquiring party/parties (change of control) as a result of one or more related acquisitions (each of the events described in (i), (ii) and (iii) is hereinafter referred to as a "Liquidity Event"), the proceeds ("Exit Proceeds") - subject to Article 8.2 below - will be distributed in accordance with Article 8.3 to the Shareholders pro rata to their participation in the Liquidity Event.

8.2 On a first level ("First Level") the respective Investor shall receive an amount equal to its total investment made in the Company in order to acquire the respective Series A Shares held by it, consisting of the nominal amount of the Series A Shares acquired and any share premium and/or other capital contribution (account 115) paid by it to the Company.

8.3 After the payments on the First Level have been made, the remaining Exit Proceeds shall be allocated on a second level ("Second Level") to all selling Shareholders pro rata to their participation in the Liquidity Event. Any amounts received by any Investor on the First Level shall reduce the amount to be allocated to such Investor on this Second Level provided that no Investor shall be obliged to repay any amount received on the First Level. Irrespective of whether or not the sale of shares is made in one Liquidity Event or after the Liquidity Event in one transaction or more transactions, no shareholder shall receive for the sale of all of its shares (and shall repay any exceeding amount to the other shareholders) an amount exceeding the higher of (i) its share in the total Exit Proceeds or proceeds pro rata to the shares sold on a common equivalent basis or (ii) the amount allocated to such shareholder on the First Level and/or Second Level from a subsequent sale. All rights related to the liquidity preference stipulated herein can only be exercised once.

8.4 The preferred allocation of Exit Proceeds on the First Level applies for the benefit of the respective Investor so long as the respective Investor has not yet received the full amount that is to be allocated to such Investor according to the First Level.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 The Company may redeem its own shares. The voting rights of any of its shares held by the Company are suspended, for as long as they are held by the Company.

9.2 Shares of a shareholder may be redeemed without such shareholder's consent, if:

9.2.1 insolvency proceedings are opened over the assets of the shareholder or the opening of insolvency proceedings is rejected for lack of assets;

9.2.2 the share of a shareholder is seized or enforcement proceedings are otherwise initiated against such share and such enforcement proceedings are not finally closed within two (2) months.

Upon receipt by such shareholder of the declaration of redemption sent by the board of managers, the shares shall automatically be redeemed without any further action being required. The present articles together with the declaration of redemption constitute together a valid instrument in writing for the purposes of article 190 of the Law and the Company hereby acknowledges and accepts the transfer of the shares in such case and undertakes to register the transfer in its share register and to proceed with the relevant filings required by law.

9.3 If the share is held by several persons, it is sufficient that the ground for redemption exists with respect to one person; independently of this, several jointly entitled persons can only exercise the shareholders' rights in a uniform way through one jointly entitled person to be appointed for this purpose without undue delay after the joint entitlement arises.

9.4 The board of managers may declare a redemption. The redemption declaration takes effect upon receipt of the declaration by the shareholder concerned and if a respective shareholders' resolution is adopted (except in case of Article

9.2 of these articles of association, in which no declaration by the shareholder concerned and no respective shareholders' resolution is required).

Art. 10. Compensation for Redemption.

10.1 Redemption is made against compensation.

10.2 The compensation consists of a total amount equal to the market value of the redeemed shares. The effective date is the date before the redemption resolution.

10.3 The compensation for redemption shall be due and payable immediately upon redemption of the shares.

10.4 The withdrawing shareholder shall not be entitled to request the Company to provide security for outstanding amounts including interest.

10.5 In the event of dispute regarding the amount of the payable redemption compensation this is to determine by an auditor as expert arbitrator who shall jointly be appointed by the shareholders. If no agreement is reached the expert arbitrator shall be selected by the President of the Tribunal d'Arrondissement upon request of a shareholder or of the Company. The decision of the expert arbitrator shall be binding. The costs of the expert opinion shall be borne by the Company and the requesting shareholder in equal parts, the part allocated to such shareholder shall be set off with the redemption price and the redemption price shall be reduced accordingly. The shareholder shall bear the remaining costs in case the redemption price does not cover the costs allocated to the shareholder for the expert opinion.

Art. 11. Request of Assignment in lieu of Redemption.

11.1 The Company may decide that, in lieu of redemption, the shareholder concerned shall transfer the shares to a person named by the Company (including another shareholder of the Company), including also partial redemption or partial assignment of the share to the Company or to a person named by the Company.

11.2 This Article 11 applies with the proviso that the compensation, as provided for in Article 10 of these articles of association, for the shares to be assigned is owed by the person acquiring the shares and that the Company shall be liable like a guarantor.

C. Decisions of the shareholders

Art. 12. Collective decisions of the shareholders.

12.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

12.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

12.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

12.4 The shareholders' resolutions are passed in meetings. Unless mandatory law prescribes another form, they can also be passed outside meetings in writing (including e-mail or fax) or telephone voting if such procedure is requested by a shareholder and no other shareholder declares its dissent with the procedure within two (2) weeks towards the board of managers of the Company in written form. If no dissent is declared within the two (2) weeks pursuant to the foregoing sentence the votes of the shareholders which are not participating in the voting shall be deemed to be abstention from voting. Written resolutions must be signed by each shareholder and the written record must be sent to each shareholder without undue delay. Resolutions not passed in writing must be confirmed in writing. Such confirmation only has declaratory significance.

12.5 Unless a notarial record is made of shareholders' resolutions, a written record must be made of every resolution passed at shareholders' meetings (for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the date and form of the resolution passed, the content of the resolution and the votes cast. The written record must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

12.6 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 13. General meetings of shareholders.

13.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

13.2 The shareholders' meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks for ordinary shareholders' meetings and at least two (2) weeks for extraordinary shareholders' meetings. The period of notice begins to run on the day following postage. The day of the shareholders' meeting is not counted in the calculation of the period of notice.

13.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

13.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders' meeting by another shareholder authorised by a written power of attorney or by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality.

13.5 Unless a notarial record is made of the negotiations of the shareholders' meeting, a written record must be made concerning the course of the meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity), which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the main content of the negotiations and the shareholders' resolutions.

The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders' meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). Each shareholder must be sent a copy of the written record.

Art. 14. Quorum and vote.

14.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

14.2 A shareholders' meeting only constitutes a quorum if at least fifty per cent (50%) of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with Article 13.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented, if this was pointed out in the notice calling the meeting and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

Art. 15. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 16. Amendments of articles of association. Any amendment of these articles of association requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) who are also a Super Majority.

Art. 17. Shareholders' resolutions requiring specific majority.

17.1 Shareholders' Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also require the prior consent of the Advisory Board:

17.1.1 disposition of all Company's assets or of a significant part of the Company's assets including the resolution with respect to the liquidation of the Company;

17.1.2 amendment of these articles of association including the resolution with respect to the merger, separation and transformation of the Company;

17.1.3 appropriation of the annual results; payments of profits to capital reserves or the carrying forward of such profits to new accounts; increase or reduction of reserves as well as capital increase from company funds;

17.1.4 conclusion of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG));

17.1.5 conclusion of company participations (for the avoidance of doubt, other than by way of disposal of shares) of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements with shareholders or employees of the Company, including agreements concluded in light of a prospective status as shareholder or employee, as well as agreements with third parties within the ordinary course of business, e.g. agreements between the Company and advertising partners.

17.1.6 approval of the annual plan, in particular the budget plan for each following year;

17.1.7. removal and appointment of managers.

17.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also requires the prior consent of the Investors.

17.2.1 exclusion of subscription rights in case of capital increases;

17.2.2 acquisition of the Company's own shares, with the exception of acquisitions in accordance with Article 9.2 and transfers in accordance with Article 11.1 of these articles of association.

17.3 Whenever the capital of the Company is divided into different classes of shares the special rights and obligations attached to any class may be varied or abrogated with the unanimous consent in writing of the shareholders' who hold all the issued shares of that class.

17.4 Any changes in the decision making process (including the competence of meetings of shareholders, Advisory Board and any specific majority necessary for adoption of some of the decisions) of the Company to the unilateral disadvantage of any of the Investors shall not be made without such Investor's consent. For the avoidance of doubt any decrease of the number of votes or change of the voting rights of shareholders or managers necessary for adoption of any decision will bring the unilateral disadvantage of the Investors.

17.5 Any of the following measures shall, irrespective of the consents or approvals otherwise required under any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company or

these articles, always require a three quarter majority of the Investors: (i) sale of intellectual property rights by the Company or any of its direct or indirect subsidiaries; (ii) sale of a direct or indirect subsidiary by the Company.

D. Board of managers - Advisory Board

Art. 18. Powers of the sole manager - composition and powers of the board of managers.

18.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

18.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

18.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 19. Election, removal and term of office of managers.

19.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause.

19.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 20. Vacancy in the office of a manager.

20.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

20.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 21. Convening meetings of the board of managers.

21.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

21.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

21.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 22. Management.

22.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

22.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

22.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

22.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

22.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

22.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only

be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

22.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

22.8 The managers shall require the prior consent of the advisory board (the “Advisory Board”, for legal transactions and measures of the Company and its direct or indirect subsidiaries which are beyond the ordinary course of business of the Company, and - in any case - for the legal transactions and measures specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the Advisory Board:

22.8.1 formation, acquisition, closure or disposal of enterprises or partial-businesses;

22.8.2 amendment of statutes, these articles of association, shareholder agreements and similar contracts as well as exercise (or waiver) of shareholders’ rights in companies in which an interest is held;

22.8.3 acquisition, sale and encumbrance of real estate and similar rights or rights in real estate;

22.8.4 modification of the fields of business of the Company and the termination of existing and commencement of new fields of business (Geschäftsfelder);

22.8.5 assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in aggregate;

22.8.6 granting of loans in excess of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in the individual case, excluding, however, such loans between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

22.8.7 conclusion and termination of credit and loan agreements and other financial agreements in excess of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in the individual case and amendments to the credit framework, excluding, however, such agreements between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

22.8.8 futures transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;

22.8.9 granting, introduction and amendment of pension commitments of any kind;

22.8.10 conclusion, amendment or termination of Company collective agreements, works agreements (of substantial importance) and of general guidelines regarding the Company pension scheme;

22.8.11 institution and termination of legal disputes, in particular, arbitration proceedings involving a judicial amount in controversy of more than one hundred thousand Euros (EUR 100,000.00) in the individual case;

22.8.12 acquisition, disposition and/or licensing of rights of use of any kind with respect to intellectual property rights including copyrights or any other property rights as well as the passing on of know-how for the independent exploitation by the enterprise and/or a third party, excluding, however, such dispositions between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

22.8.13 business dealings of the Company and its investment companies with affiliated legal entities and individuals. As such shall be deemed to be direct or indirect shareholders of the Company, affiliated companies pursuant to sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) as well as relatives pursuant to section 15 German Tax Code (AO) of direct or indirect shareholders, as far as the latter - individually or jointly - hold, directly or indirectly, a majority interest. The consent requirement pursuant to this Article 22.8.13 does not apply if the business dealing belongs to the ordinary course of business of the Company and is at arm’s length; and

22.8.14 amendment and termination of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG));

22.8.15 exercise of voting rights and other rights in a company in which the Company is a shareholder to the extent that this exercise would require the consent of the Advisory Board under these articles of association if the Company was concerned, i.e. according to this Article 22.8 or Article 17;

22.8.16 resolutions regarding the introduction of an employee participation scheme.

22.9 If the consent is required as aforesaid for the acquisition, sale or encumbrance of objects, the consent is also required for the contractual obligation relating thereto. The shareholders’ meeting may by resolution determine further transactions and measures requiring the consent of the Advisory Board. The Advisory Board may give its consent also in advance for certain groups and kinds of transactions and measures.

22.10 The shareholders may by shareholders’ resolution adopt rules of procedure for the managers.

22.11 The management shall ensure that, as far as legally possible, the regulations in this Article 22 apply in the same manner to all related companies in which the Company holds a majority interest, directly or indirectly, at present or in the future.

Art. 23. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

22.12 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting

of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

22.13 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 24. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

Art. 25. Advisory Board.

25.1 The Company shall have an Advisory Board. It shall consist of four (4) voting members. The shareholders' meeting may by way of a unanimous shareholders' resolution increase or decrease the number of voting members of the Advisory Board.

25.2 The shareholders' meeting shall only set and/or amend rules of procedure for the Advisory Board by way of a unanimous shareholders' resolution.

25.3 The voting members of the Advisory Board shall be nominated, withdrawn or replaced by each member's respective appointing shareholder by written notification towards the Company as follows:

25.3.1 Two (2) voting members of the Advisory Board shall be nominated by Holding in its sole discretion;

25.3.2 One (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by Aismare in its sole discretion; and

25.3.3 One (1) voting member of the Advisory Board shall be nominated by TEC in its sole discretion.

25.4 The Advisory Board shall have a chairman and a deputy chairman. A voting member nominated by Holding shall be the chairman of the Advisory Board. The rules of procedure of the Advisory Board may provide for further provisions in particular on the self-organization of the Advisory Board. The Advisory Board shall adopt resolutions with the simple majority of votes cast.

25.5 The objective and responsibility of the Advisory Board shall be the granting of consents to specific transactions of the management of the Company which pursuant to (i) any shareholders' agreement relating to the Company, (ii) these articles of association, (iii) the rules of procedure for the managers, (iv) the rules of procedure for the Advisory Board or (v) respective shareholders' resolutions require the prior consent of the Advisory Board. Further powers and responsibilities may be conferred on the Advisory Board by shareholders' resolution. In addition to those consent requirements, the Advisory Board has a consultative function and will not interfere in the management of the Company.

25.6 The Advisory Board is not a supervisory board within the meaning of article 60bis-11 et seq. of the Law.

E. Audit and Supervision

Art. 26. Auditor(s).

26.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

26.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

26.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

26.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

26.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 27. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 28. Annual accounts and allocation of profits.

28.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

28.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

28.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

28.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

28.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

28.6 Subject to Article 8, distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 29. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

29.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable in accordance with the provisions of Article 8 and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

29.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 30. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with Article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 31. Governing law.

31.1 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

31.2 These articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail."

Having duly considered each item of the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to create one (1) class of shares, so that the share capital of the Company shall be divided into common shares, series A1 shares (hereinafter "Series A1 Shares") and series A2 shares (hereinafter "Series A2 Shares") and to convert the existing three thousand one hundred twenty-five (3,125) series A shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, into three thousand one hundred twenty-five (3,125) Series A1 Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, without cancellation of shares.

Second resolution

The general meeting of shareholders accepts TEC Global Invest VIII GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) under the laws of Germany with its statutory seat in Mülheim an der Ruhr, Germany, registration with the commercial register at the local court of Duisburg, Germany, pending, having its business address at Wissollstraße 5-43, 45478 Mülheim an der Ruhr, Germany, as new shareholder of the Company.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolves to increase the Company's share capital by an amount of three thousand one hundred and twenty-five euro (EUR 3,125) so as to raise it from its current amount of fifteen thousand six hundred

twenty-five euro (EUR 15,625) up to eighteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 18,750) by issuing three thousand one hundred and twenty-five (3,125) Series A2 Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

Subscription

Three thousand one hundred twenty-five (3,125) Series A2 Shares have been duly subscribed by TEC, aforementioned, for the price of three thousand one hundred twenty-five euros (EUR 3,125).

Payment

The three thousand one hundred twenty-five (3,125) Series A2 Shares subscribed by TEC, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of three thousand one hundred twenty-five euros (EUR 3,125).

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

The contribution in the amount of three thousand one hundred twenty-five euros (EUR 3,125) is entirely allocated to the share capital.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders acknowledges that TEC has now become holder of three thousand one hundred twenty-five (3,125) Series A2 Shares.

As a consequence TEC, entitled to vote and here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of the aforementioned proxy, joins the general meeting of shareholders for purpose of the following resolutions.

The general meeting of shareholders resolves the amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall now henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at eighteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 18,750) with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, represented by

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares (hereinafter “Common Shares”),

5.1.2 three thousand one hundred twenty five (3,125) series A1 shares (hereinafter “Series A1 Shares”) and

5.1.3 three thousand one hundred twenty five (3,125) series A2 shares (hereinafter “Series A2 Shares” and, together with the Series A1 Shares, the “Series A Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Asia Internet Holding S.à r.l. (“Holding”), (ii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. (“Aismare”) and TEC Global Invest VIII GmbH (“TEC”; Holding, Aismare and TEC jointly the “Investors” and each an “Investor”) shall be entitled to subscribe for such amount of further shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a “Third Party Investor”) and which has been approved by the Advisory Board (a “Third Party Investment”) or the investment by one or more of shareholders matching (i.e. fully replace) the Third Party Investment by increasing their respective shareholding in the Company (“Matching Shareholders”), or the investment by one or more of the existing shareholders, as the case may be, required to maintain up to its percentage ownership (pro rata participation) in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment or the investment by the Matching Shareholders, or the investment by the existing shareholders, as the case may be, is based on. Each of the Investors intending to exercise its right pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3 shall inform the Company by binding declaration three (3) weeks after the Investors have been notified by the Company regarding the Third Party Investment.”

Fifth Resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend of the purpose of the Company by inserting a new article two point four (2.4) into the articles of association of the Company which shall read as follows:

“2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.” The new article 2 shall read as follows:

“ Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well

as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.”

Sixth Resolution

Inter alia as a result of the foregoing, the general meeting of shareholders resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 2,500.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholders signed together with the notary the present deed.”

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dreiundzwanzigsten Januar.

Vor uns, dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

1. Asia Internet Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés), unter der Nummer B 177.038, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg,

Inhaber von zwölftausendvierhundertneunundneunzig (12.499) Stammanteilen,

hier vertreten durch Ms Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht ausgestellt in Berlin am 17. Januar 2014 und in Luxemburg am 17. Januar 2014;

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), eine Unternehmergeellschaft (haftungsbeschränkt) nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 126893 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaber eines (1) Stammanteils,

hier vertreten durch Ms Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 17. Januar 2014 ausgestellt in Berlin;

3. Aismare Lux Holdings S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés), unter der Nummer B 176544, mit Sitz in 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, und mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von achtundzwanzigtausendvierhundertvierundneunzig Euro (EUR 28.494,00), Inhaber von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A,

hier vertreten durch Ms Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 17. Januar 2014 ausgestellt in Luxemburg; und

4. TEC Global Invest VIII GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in Mühlheim an der Ruhr, Deutschland, deren Eintragung im Handelsregister des Amtsgerichts Duisburg, Deutschland, noch aussteht, mit Geschäftssitz in Wissollstraße 5-43, 45478 Mühlheim an der Ruhr, Deutschland („TEC“), ausschließlich für die Punkte 4 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt,

zukünftiger Inhaber von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A2,

hier vertreten durch Ms Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 17. Januar 2014, ausgestellt in Luxemburg.

Besagte Vollmachten, welche von den erschienenen Parteien und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die Parteien 1, 2 und 3 (die „Bestehenden Gesellschafter“) sind alle Gesellschafter der Car Classifieds Asia S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 180458, gegründet am 16. September 2013 gemäß einer Urkunde des Notars Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, welche am 8. November 2013 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2801 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 4. Dezember 2013 gemäß einer Urkunde des Notars Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, geändert, welche noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde.

Da die Bestehenden Gesellschafter das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung verhandeln, wobei TEC ausschließlich für die Punkte 4 ff. teilnahme- und stimmberechtigt ist:

Tagesordnung

1. Beschluss über die Schaffung von drei (3) Anteilsklassen, unterteilt in Stammanteile (die „Stammanteile“), Anteile der Serie A1 (die „Anteile der Serie A1“) und Anteile der Serie A2 (die „Anteile der Serie A2“) und bezüglich der Umwandlung ohne Einziehung von Anteilen der bestehenden dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteile der Serie A mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, in dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteile der Serie A1 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

2. Aufnahme von TEC Global Invest VIII GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in Mühlheim an der Ruhr, Deutschland, deren Eintragung im Handelsregister des Amtsgerichts Duisburg, Deutschland, noch aussteht, mit Geschäftssitz in Wissollstraße 5-43, 45478 Mühlheim an der Ruhr, Deutschland, als neuer Gesellschafter der Gesellschaft.

3. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von fünfzehntausendsechshundertfünfundzwanzig Euro (EUR 15.625) um einen Betrag von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3.125) auf einen Betrag von achtzehntausendsiebenhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 18.750) durch die Ausgabe von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

4. Anschließende Änderung von Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt achtzehntausendsiebenhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 18.750), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, bestehend aus

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“),

5.1.2 dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A1 (die „Anteile der Serie A1“), und

5.1.3 dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A2 (die „Anteile der Serie A2“) und, gemeinschaftlich mit den Anteilen der Serie A1, die „Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Asia Internet Holding S.à r.l. („Holding“), (ii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. („Aismare“) und TEC Global Invest VIII GmbH („TEC“; Holding, Aismare und TEC gemeinschaftlich die „Investoren“ und jeweils ein „Investor“) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebenen Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne des Artikels 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), und dem vom Beirat zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) oder die Investition eines oder mehrerer Gesellschafter, die der Investition eines Dritten gleichkommen (d.h. diese vollständig ersetzen), indem sie ihre jeweiligen Beteiligungen erhöhen (die „Gleichkommenden Gesellschafter“), oder ggf. die Investition eines oder mehrerer bestehender Gesellschafter, die zur Erhaltung der Beteiligungsquote (pro rata-Beteiligung) an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten, einer Investition der Gleichkommenden Gesellschafter oder ggf. einer Investition der bestehenden Gesellschafter. Jeder der Investoren, der sein Recht gemäß des vorangehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchte,

hat die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung darüber zu unterrichten, und dies innerhalb von drei (3) Wochen, nachdem die Investoren von der Investition eines Dritten in Kenntnis gesetzt wurden.“

5. Anschließend Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft durch die Einfügung eines neuen Artikels zwei Punkt vier (2.4) in die Satzung der Gesellschaft, welcher wie folgt lautet:

„2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.“Der neue Artikel 2 lautet wie folgt:

„ Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und ihr zur Erreichung dieser Zwecke, im Hinblick auf die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, förderlich erscheinen.“

6. Gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lautet:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Car Classifieds Asia S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und ihr zur Erreichung dieser Zwecke, im Hinblick auf die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch einen Gesellschafterbeschluss, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt achtzehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 18.750), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, bestehend aus

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“),

5.1.2 dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A1 (die „Anteile der Serie A1“), und

5.1.3 dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A2 (die „Anteile der Serie A2“ und, gemeinschaftlich mit den Anteilen der Serie A1, die „Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Asia Internet Holding S.à r.l. („Holding“), (ii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. („Aismare“) und TEC Global Invest VIII GmbH („TEC“; Holding, Aismare und TEC gemeinschaftlich die „Investoren“ und jeweils ein „Investor“) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebenen Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne des Artikels 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), und dem vom Beirat zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) oder die Investition eines oder mehrerer Gesellschafter, die der Investition eines Dritten gleichkommen (d.h. diese vollständig ersetzen), indem sie ihre jeweiligen Beteiligungen erhöhen (die „Gleichkommenden Gesellschafter“), oder ggf. die Investition eines oder mehrerer bestehender Gesellschafter, die zur Erhaltung der Beteiligungsquote (pro rata-Beteiligung) an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten, einer Investition der Gleichkommenden Gesellschafter oder ggf. einer Investition der bestehenden Gesellschafter. Jeder der Investoren, der sein Recht gemäß des vorangehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchte, hat die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung darüber zu unterrichten, und dies innerhalb von drei (3) Wochen, nachdem die Investoren von der Investition eines Dritten in Kenntnis gesetzt wurden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft

ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4.1 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten (die „Qualifizierte Mehrheit“) und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine weitere Einwilligung zur Übertragung von Anteilen nicht erforderlich:

7.4.2 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch einen Investor an ein mit diesem Investor verbundenes Unternehmen im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

7.4.3 bei einem Verkauf, einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch einen Investor an eine Gesellschaft, (x) welche direkt oder indirekt (i) diesen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“) Kontrolliert, von diesem Kontrolliert wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht, wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Kontrolliert“ oder „Kontrolliert Werden“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft durch einen geschäftsführenden Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, direkt oder indirekt die Leitung der Geschäftsführung und Handlungsweisen einer Person, entweder durch das Halten stimmberechtigter Wertpapiere oder anderweitig, zu beeinflussen, oder (y) in welcher der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

7.5 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen (i) an einen Dritten, welcher Anteile unter einem vereinfachten Mitarbeiterbeteiligungsprogramm erwirbt, oder (ii) durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung.

7.6 Sofern eine Übertragung, Abtretung oder eine andere Veräußerung von Anteilen gemäß Artikel 7.4 keiner zusätzlichen Zustimmung der Gesellschafterversammlung bedarf, gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.7 Eine Übertragung, Abtretung oder andere Veräußerung wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung zugestimmt hat.

7.8 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschaftern nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn eine Qualifizierte Mehrheit einer solchen Übertragung zustimmt (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschaftern für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschaftern übertragen werden.

Art. 8. Liquidations- und Verkaufspräferenzen.

8.1 Im Falle (i) eines Verkaufs von mindestens fünfzig Prozent (50%) aller Anteile an der Gesellschaft oder eines Tausches oder einer Übernahme der Gesellschaft in wirtschaftlich vergleichbarer Weise in einer oder mehreren Transaktionen oder in zeitlicher Nähe zueinander, oder (ii) der Liquidation der Gesellschaft oder (iii) des Verkaufs oder der Übertragung von Anteilen an der Gesellschaft entweder an Dritte oder an andere Gesellschafter, was dazu führen würde, dass entweder mehr als fünfzig Prozent (50%) des Gesellschaftskapitals oder mehr als fünfzig Prozent (50%) der Stimmrechte im Besitz der erwerbenden Partei bzw. Parteien wären (change of control), als Ergebnis eines oder mehrerer verbundener Akquisitionen (wobei jeder der unter (i), (ii) und (iii) beschriebenen Fälle im Folgenden als „Liquiditätsereignis“ bezeichnet wird), werden die Erlöse („Exiterlöse“) - vorbehaltlich des Artikels 8.2 - im Einklang mit Artikel 8.3 auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis an die Gesellschafter verteilt.

8.2 Auf einer ersten Ebene („Erste Ebene“) soll der jeweilige Investor einen seiner Gesamtinvestition in die Gesellschaft entsprechenden Betrag erhalten, um die entsprechenden Anteile der Serie A, bestehend aus dem Nominalbetrag der erworbenen Anteile der Serie A und dem Agio und/oder anderen Kapitaleinlagen (Konto 115 des Standardisierten Luxemburgischen Kontenplans), die von diesem Inhaber an die Gesellschaft gezahlt wurden, zu erwerben.

8.3 Nachdem die Zahlungen auf der Ersten Ebene geleistet wurden, werden die übrigen Exiterlöse auf einer zweiten Ebene („Zweite Ebene“) an alle verkaufenden Gesellschafter auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis verteilt. Sämtliche von einem Investor auf der Ersten Ebene erhaltenen Beträge mindern den von diesem Investor zu erhaltenden Betrag auf dieser Zweiten Ebene mit der Maßgabe, dass kein Investor zur Rückzahlung eines auf der Ersten Ebene erhaltenen Betrags verpflichtet ist. Unabhängig davon, ob der Verkauf von Anteilen während eines Liquiditätsereignisses oder danach in einer oder mehreren Transaktionen erfolgt oder nicht, hat kein Gesellschafter für den Verkauf all seiner Anteile einen Betrag zu erhalten (und übersteigende Beträge an die anderen Gesellschafter zurückzuzahlen), der höher ist, (i) als sein Anteil an der Gesamtheit der Exiterlöse oder Erlöse auf einer pro rata-Basis zu den Anteilen, die auf einer gemeinsamen und gleichwertigen Basis verkauft wurden oder (ii) als der Betrag, der diesem

Gesellschafter auf der Ersten und/oder Zweiten Ebene aus einem späteren Verkauf zugeteilt wurde. Sämtliche mit der hierin festgelegten Liquiditätspräferenz verbundenen Rechte können nur einmal ausgeübt werden.

8.4 Die bevorzugte Zuteilung der Exiterlöse auf der Ersten Ebene gilt zugunsten des jeweiligen Investors, solange dieser den Gesamtbetrag, welcher ihm gemäß der Ersten Ebene zuzuteilen ist, noch nicht erhalten hat.

Art. 9. Rückkauf von Anteilen.

9.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen. Die Stimmrechte der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile werden so lange ausgesetzt, wie die Anteile von der Gesellschaft gehalten werden.

9.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

9.2.1. ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

9.2.2. der Anteil des Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

Mit Erhalt durch den Gesellschafter der vom Rat der Geschäftsführer gesendeten Rückkaufserklärung sind die Anteile automatisch zurückgekauft, ohne dass es einer weiteren Handlung bedarf. Die vorliegende Satzung stellt gemeinsam mit der Rückkaufserklärung ein gültiges Dokument im Sinne des Artikels 190 des Gesetzes von 1915 dar und die Gesellschaft bestätigt hiermit die Kenntnisnahme der Übertragung der Anteile, akzeptiert diese und verpflichtet sich zur Eintragung dieser Übertragung in ihrem Anteilsregister und zur entsprechenden gesetzlich geforderten Hinterlegung für diesen Fall.

9.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend; unabhängig davon können mehrere gemeinschaftlich berechnigte Personen die Gesellschafterrechte nur dann und einheitlich ausüben, wenn eine der gemeinschaftlich berechnigten Personen unverzüglich nach Eintritt der gemeinschaftlichen Berechnigung zu diesem Zwecke ernannt wird.

9.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 9.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Art. 10. Ausgleichszahlung für den Rückkauf.

10.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

10.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag gilt der Tag vor dem Rückkaufbeschluss.

10.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

10.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

10.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem betreffenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen, wobei der vom Gesellschafter zu tragende Teil mit dem Rückkaufpreis verrechnet wird und der Rückkaufpreis dementsprechend herabgesetzt wird. Der Gesellschafter hat die übrigen Kosten zu tragen, sofern der Rückkaufpreis die dem Gesellschafter zugewiesenen Kosten für das Gutachten nicht deckt.

Art. 11. Abtretung anstelle von Rückkauf.

11.1 Die Gesellschaft kann entscheiden, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung der Anteile an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

11.2 Der vorliegende Artikel 11 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 10 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 12. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

12.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich übertragen wurden.

12.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

12.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In die-

sem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

12.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich E-Mail oder Fax) oder durch telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß des vorstehenden Satzes eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst wurden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

12.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

12.6 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 13. Gesellschafterversammlung.

13.1 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem Ort und zu einer Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

13.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

13.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Versammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

13.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei der Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer unter der Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

13.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlungen wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

Art. 14. Quorum und Abstimmung.

14.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

14.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens fünfzig Prozent (50%) des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 13.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 15. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 16. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die gleichzeitig eine Qualifizierte Mehrheit darstellen.

Art. 17. Beschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

17.1 Gesellschafterbeschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und zudem die Zustimmung des Beirates:

17.1.1 Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Auflösung der Gesellschaft;

17.1.2 Änderung dieser Satzung einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft;

17.1.3 Verwendung des Jahresergebnisses; Zahlungen von Gewinnen in Kapitalreserven oder der Gewinnvortrag solcher Gewinne auf neue Konten: Erhöhung oder Herabsetzung von Reserven sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln;

17.1.4 Abschluss von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

17.1.5 Abschluss von Unternehmensbeteiligungen (um Zweifel auszuschließen, nicht durch die Veräußerung von Anteilen) jeglicher Art einschließlich stiller Beteiligungen und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge mit Gesellschaftern oder Angestellten der Gesellschaft, einschließlich Verträge, welche im Hinblick auf einen voraussichtlichen Status als Gesellschafter oder Angestellter abgeschlossen wurden, sowie Verträge mit Dritten innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs, z.B. Verträge zwischen der Gesellschaft und Werbepartnern;

17.1.6 Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr;

17.1.7 Abberufung und Ernennung von Geschäftsführern.

17.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und die vorherige Zustimmung der Investoren:

17.2.1 Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen;

17.2.2 Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 9.2 und Übertragungen gemäß Artikel 11.1 dieser Satzung.

17.3 Ist das Gesellschaftskapital in verschiedene Anteilsklassen unterteilt, so können die speziellen Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit einer Anteilsklasse mit der schriftlichen einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter, die alle ausgegebenen Anteile dieser Anteilsklasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

17.4 Alle Änderungen im Beschlussfassungsprozess der Gesellschaft (einschließlich der Zuständigkeit der Gesellschafterversammlungen, der Sitzungen des Beirats und jeder notwendigen spezifischen Mehrheit zur Annahme einiger der Beschlüsse) zum einseitigen Nachteil eines Investors sind nicht ohne Zustimmung dieses Investors vorzunehmen. Zur Klarstellung wird darauf hingewiesen, dass ein einseitiger Nachteil der Investoren bei einer Herabsetzung der Stimmzahl oder bei einer Änderung der Stimmrechte von Gesellschaftern oder Geschäftsführern besteht, die zur Annahme eines Beschlusses erforderlich sind.

17.5 Bei jeder der folgenden Handlungen bedarf es, unabhängig anderer Bestimmungen bezüglich der Zustimmung oder der Annahme in anderen Gesellschaftervereinbarungen, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen, oder dieser Satzung immer einer Dreiviertel-Mehrheit der Investoren: (i) Veräußerung von Rechten geistigen Eigentums durch die Gesellschaft oder durch eine direkte oder indirekte Tochtergesellschaft der Gesellschaft; (ii) Veräußerung einer direkten oder indirekten Tochtergesellschaft durch die Gesellschaft.

D. Rat der Geschäftsführer und Beirat

Art. 18. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

18.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

18.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich in dieser Satzung verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

18.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 19. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

19.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und ihre Amtszeit festlegt.

19.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund ernannt oder abberufen werden.

19.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift des betreffenden Gesellschafterbeschlusses festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 20. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

20.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen

die ursprüngliche Amtszeit des ersetzten Geschäftsführers nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

20.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 21. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

21.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich aufgrund Einberufung durch einen Geschäftsführer. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

21.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer per Post, Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

21.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zustimmen und diese unterzeichnen.

Art. 22. Geschäftsführung.

22.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

22.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

22.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

22.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

22.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten ist.

22.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

22.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, oder per EMail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

22.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung des Beirats (der „Beirat“) für Rechtsgeschäfte und Maßnahmen, die außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs der Gesellschaft und deren direkten oder indirekten Tochtergesellschaften liegen und - in jedem Fall - für die untenstehenden Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung des Beirats genehmigt wurden:

22.8.1 Gründung, Erwerb, Schließung oder Veräußerung von Unternehmen oder Teilbetrieben;

22.8.2 Änderung von Statuten, dieser Satzung, Gesellschaftervereinbarungen und ähnlicher Verträge, sowie die Ausübung (oder der Ausschluss) von Gesellschafterrechten bei Gesellschaften, in denen eine Beteiligung gehalten wird;

22.8.3 Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;

22.8.4 Änderung der Geschäftsfelder der Gesellschaft und Aufgabe bestehender und Aufnahme neuer Geschäftsfelder;

22.8.5 Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten;

22.8.6 Gewährung von Darlehen, die, im Einzelfall, einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten, allerdings unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

22.8.7 Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die, im Einzelfall, einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens, allerdings unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

22.8.8 Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte sowie weitere Transaktionen mit derivaten Finanzinstrumenten;

22.8.9 Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungsverpflichtungen jeglicher Art;

22.8.10 Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeiner Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;

22.8.11 Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtsverfahren mit einem Streitwert von über einhunderttausend Euro (EUR 100.000) im Einzelfall;

22.8.12 Erwerb, Verfügung und/oder Lizenzierung von Nutzungsrechten jeglicher Art hinsichtlich der Rechte an geistigem Eigentum, einschließlich Urheberrechte oder sämtliche weiteren Schutzrechte sowie die Weitergabe von Know-how zur eigenen Verwertung durch die Firma und/oder Drittparteien, jedoch unter Ausschluss von Verfügungen zwischen der Gesellschaft und direkten und indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

22.8.13 Geschäftsbeziehungen der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen und natürlichen Personen. Als direkte oder indirekte Gesellschafter der Gesellschaft werden diesbezüglich verbundene Gesellschaften gemäß §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) sowie Angehörige gemäß Abschnitt 15 der deutschen Abgabenordnung (AO) direkter oder indirekter Gesellschafter angesehen, sofern letztere - einzeln oder gemeinsam - direkt oder indirekt eine Mehrheitsbeteiligung halten. Die Zustimmungsverpflichtung gemäß des vorliegenden Artikels 22.8.13 ist nicht anwendbar, wenn die Geschäftsbeziehung zum gewöhnlichen Geschäftsgang gehört und marktüblichen Bedingungen unterliegt;

22.8.14 Änderungen an und Kündigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

22.8.15 Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, deren Gesellschafter die Gesellschaft ist, sofern diese Ausübung die Zustimmung des Beirats nach dieser Satzung erfordert, d.h. gemäß dieses Artikels 22.8 oder Artikels 17;

22.8.16 Beschlüsse bezüglich der Einführung eines Mitarbeiter-Beteiligungsmodells.

22.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf und zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung des Beirats erfordern. Der Beirat kann seine Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

22.10 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführer beschließen.

22.11 Die Geschäftsführung hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels 22, soweit gesetzlich möglich, auf die gleiche Weise auf sämtliche verbundenen Gesellschaften angewendet werden, in welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält.

Art. 23. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

23.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter). Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter).

23.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 24. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft nur durch die gemeinsamen Unterschriften mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person (en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

Art. 25. Beirat.

25.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat. Dieser besteht aus vier (4) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der stimmberechtigten Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen.

25.2 Die Gesellschafterversammlung kann die Geschäftsordnung des Beirats nur durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss festlegen und/oder verändern.

25.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von dem ernennenden Gesellschafter jedes entsprechenden Mitglieds durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt, abberufen oder ersetzt:

25.3.1 Zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats werden von Holding nach eigenem Ermessen ernannt;

25.3.2 Ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von Aismare nach eigenem Ermessen ernannt; und 25.3.3 Ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von TEC nach eigenem Ermessen ernannt.

25.4 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Eines der von der Holding ernannten stimmberechtigten Mitglieder ist der Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats hat weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, zu enthalten. Der Beirat fasst Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

25.5 Ziel und Verantwortung des Beirates ist die Erteilung von Zustimmungen zu bestimmten Transaktionen der Geschäftsführung der Gesellschaft hinsichtlich (i) jeder Gesellschaftervereinbarung im Hinblick auf die Gesellschaft, (ii) dieser Satzung, (iii) der Verfahrensregeln für die Geschäftsführer, (iv) der Verfahrensregeln für den Beirat oder (v) hinsichtlich der jeweiligen Gesellschafterbeschlüsse bedürfen der vorherigen Zustimmung des Beirats. Weitere Befugnisse und Kompetenzen können dem Beirat durch einen Gesellschafterbeschluss übertragen werden. Zusätzlich zu diesen Zustimmungserfordernissen hat der Beirat eine beratende Funktion und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

25.6 Der Beirat ist kein Aufsichtsrat im Sinne des Artikels 60bis-11 ff. des Gesetzes von 1915.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 26. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

26.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

26.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

26.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

26.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

26.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne -Abschlagsdividenden

Art. 27. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 28. Jahresabschluss und Gewinne.

28.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

28.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

28.3 Durch einen Gesellschafter erbrachten Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

28.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

28.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen und den Regelungen dieser Satzung wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

28.6 Vorbehaltlich des Artikels 8 erfolgen Ausschüttungen an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 29. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

29.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag wird gegebenenfalls im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 8 verteilt und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

29.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 30. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 8.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 31. Anwendbares Recht.

31.1 Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Regelungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach Luxemburger Recht zulässig, maßgebend.

31.2 Die vorliegende Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend. "Nach ordnungsgemäßer Berücksichtigung jedes Tagesordnungspunkts fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, eine (1) neue Anteilsklasse zu schaffen, sodass das Gesellschaftskapital der Gesellschaft unterteilt ist in Stammanteile, Anteile der Serie A1 (die „Anteile der Serie A1“) und Anteile der Serie A2 (die „Anteile der Serie A2“) und ohne Einziehung von Anteilen die bestehenden dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteile der Serie A mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil in dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteile der Serie A1 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, TEC Global Invest VIII GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in Mühlheim an der Ruhr, Deutschland, deren Eintragung im Handelsregister des Amtsgerichts Duisburg, Deutschland, noch aussteht, mit Geschäftssitz in Wissollstraße 5-43, 45478 Mühlheim an der Ruhr, Deutschland, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft anzunehmen.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von fünfzehntausendsechshundertfünfundzwanzig Euro (EUR 15.625) um einen Betrag von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3.125) auf einen Betrag von achtzehntausendsiebenhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 18.750) durch die Ausgabe von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, zu erhöhen.

Zeichnung

Dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteile der Serie A2 wurden ordnungsgemäß von TEC, vorbenannt, zu einem Preis von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3.125) gezeichnet.

Zahlung

Die von TEC, vorbenannt, gezeichneten dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteile der Serie A2 wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3.125).

Der Nachweis über die Existenz und den Wert der oben bezeichneten Einlage wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Die Einlage in Höhe von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3.125) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung erkennt an, dass TEC nun der Inhaber von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A2 geworden ist.

Infolgedessen schließt sich TEC, stimmberechtigt und hier vertreten durch Ms Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß der vorbenannten Vollmacht für die nachstehenden Beschlüsse der Gesellschafterversammlung an.

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt achtzehntausendsiebenhundertfünzig Euro (EUR 18.750), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, bestehend aus

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“),

5.1.2 dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A1 (die „Anteile der Serie A1“), und

5.1.3 dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A2 (die „Anteile der Serie A2“ und, gemeinschaftlich mit den Anteilen der Serie A1, die „Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Asia Internet Holding S.à r.l. („Holding“), (ii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. („Aismare“) und TEC Global Invest VIII GmbH („TEC“; Holding, Aismare und TEC gemeinschaftlich die „Investoren“ und jeweils ein „Investor“) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebenen Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne des Artikels 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), und dem vom Beirat zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) oder die Investition eines oder mehrerer Gesellschafter, die der Investition eines Dritten gleichkommen (d.h. diese vollständig ersetzen), indem sie ihre jeweiligen Beteiligungen erhöhen (die „Gleichkommenden Gesellschafter“), oder ggf. die Investition eines oder mehrerer bestehender Gesellschafter, die zur Erhaltung der Beteiligungsquote (pro rata-Beteiligung) an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten, einer Investition der Gleichkommenden Gesellschafter oder ggf. einer Investition der bestehenden Gesellschafter. Jeder der Investoren, der sein Recht gemäß des vorangehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchte, hat die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung darüber zu unterrichten, und dies innerhalb von drei (3) Wochen, nachdem die Investoren von der Investition eines Dritten in Kenntnis gesetzt wurden.“

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, den Gesellschaftszweck der Gesellschaft durch die Einfügung eines neuen Artikels zwei Punkt vier (2.4) in die Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher wie folgt lautet:

„2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.“

Der neue Artikel 2 lautet wie folgt:

„ Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder

auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und ihr zur Erreichung dieser Zwecke, im Hinblick auf die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, förderlich erscheinen.“

Sechster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, unter anderem infolge des Vorstehenden, die gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 2.500,- geschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienener Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist den Vertretern der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt sind, verlesen und vom Notar gemeinsam mit diesen Vertretern unterzeichnet worden.

Gezeichnet: A. VAN DER WIELEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 janvier 2014. Relation: LAC/2014/4824. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 8. April 2014.

Référence de publication: 2014050371/1421.

(140057701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Sohmisa Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.798.

In the year two thousand and fourteen, on eighth day of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

APPEARED:

Leipziger Eins Ltd., which address is at Babrow Building, The Valley, Anguilla, British West Indies and which company number is 2170768 (the "Sole Shareholder") here duly represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101 Rue Cents L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on April 7th, 2014.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and undersigned notary, will remain attached to this deed to be filed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares and requests the notary to enact the following:

- Sohmiss Investments S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") with a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), having its registered office at 28, Boulevard Royal, L-2449 Lu-

xembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B.154.798 (the "Acquiring Company") has been incorporated pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, dated 20 July 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 29 September 2010, number 2028, page 97321, and

- the articles of association of the Acquiring Company (the "Articles") were amended once pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg dated 19 November 2013 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 8 January 2014, number 63, page 3001.

This being declared, the appearing party, owner of the one hundred twenty-five (125) shares in registered form representing the entire share capital of the Acquiring Company, has immediately taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to APPROVE:

(A) the merger by acquisition (the "Merger") as defined by article 259 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law"), whereby another 100% subsidiary of the Sole Shareholder Cornet Investments S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having a share capital of EUR 12,600 (twelve thousand six hundred euro), with registered office at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B.152.669 (the "Acquired Company" and together with the Acquiring Company the "Merging Companies"), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, dated 14 April 2010 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 4 June 2010, number 1172, page 56251, will transfer all of its assets and liabilities (universalité de patrimoine) to the Acquiring Company following the Acquired Company's dissolution without liquidation;

(B) the common draft of terms and conditions of the Merger (the "Merger Terms") as approved by the meeting of the board of managers of both Merging Companies held on 24 February 2014, as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 556 dated 3 March 2014, page 26654 (as eventually adjusted pursuant to these resolutions) and setting up the terms of the Merger in compliance with articles 261 and following of the Law.

Second resolution

The Sole Shareholder ACKNOWLEDGES that (A) save for the share capital increase in the Acquiring Company, all the other Events (as this term is defined in the Merger Terms) did occur before the date of these resolutions and that (B) the decision to not proceed to the capital increase in the Acquiring Company does not have any impact on the calculation of the share exchange ratio stated in clause 2.1. of the Merger Terms.

The Sole Shareholder further ACKNOWLEDGES that the board of managers of the Acquired Company has drawn up interim financial statements as of 31 March 2014 (the "Interim Accounts"), and not as of 28 February 2014, to take into account the Events (as this term is defined in the Merger Terms) which did occur before the date of these resolutions but after the 28 February 2014.

The Sole Shareholder RESOLVES to APPROVE that some of the Events described in the Merger Terms did not occur.

Third resolution

After consideration and review of the Interim Accounts, the Sole Shareholder RESOLVES to APPROVE the Interim Accounts. The main items of the Interim Accounts are summarized below at their net book value:

Assets (EUR)		Liabilities (EUR)	
Formation expenses:	216.40	Capital and reserves:	
Fixed assets:		- Subscribed capital	12,600.00
- Shares in undertaking	1,709,702.53	- Share premium	1,709,602.53
- Amounts owed by undertaking	27,672,913.36	- Loss brought forward	235,498.12
		- Loss for the financial year	78,923.24
Current assets:	<u>1,931.15</u>	Non-subordinated debts	<u>27,976,987.27</u>
Total assets:	<u>29,384,763.44</u>	Total liabilities:	<u>29,384,763.44</u>

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to APPROVE the exchange ratio of the shares determined in the Merger Terms and set at one share of the Acquired Company for one share of the Acquiring Company. As a result thereof, the share capital of the Acquiring Company shall be increased by EUR 12,600 (the "New Shares") under the Merger.

The New Shares will be entirely allocated to the Sole Shareholder in its capacity as the sole shareholder of the Acquired Company in exchange for the transfer of all the assets and liabilities of the Acquired Company to the Acquiring Company.

Fifth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to APPROVE that the assets and liabilities of the Acquired Company are transferred to the Acquiring Company at their net book value as stated in the Interim Accounts. Any difference between the net

asset book value of the Acquired Company and EUR 12,600.- will be allocated to a merger premium in the accounts of the Acquiring Company.

Sixth resolution

The Sole Shareholder ACKNOWLEDGES and APPROVES that the Merger shall take effect between the Merging Companies on the date on which the Sole Shareholder has for each of the Merging Company concurrently approved the Merger and the Merger Terms (the "Effective Date"). In this respect, the Sole Shareholder, being the sole shareholder of both Merging Companies ACKNOWLEDGES that, immediately before this meeting, sole shareholder's resolutions have been taken before the undersigned notary public at the level of the Acquired Company to approve in the same terms as the present resolutions the Merger and the Merger Terms with effect as of the Effective Date. As a consequence, the Sole Shareholder RESOLVES to APPROVE that the operations of the Acquired Company shall be treated as carried out on behalf of the Acquiring Company as from the Effective Date.

The Sole Shareholder further ACKNOWLEDGES and APPROVES that towards third parties, the Merger shall come into effect on the date of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the sole shareholder's resolutions of each of the Merging Companies approving the Merger and Merger Terms.

The Sole Shareholder finally ACKNOWLEDGES and APPROVES that from an accounting and tax point of view, the operations of the Acquired Company shall be treated as being carried out on behalf of the Acquiring Company as from the Effective Date. If, between 31 March 2014 and the Effective Date, the book value of any of the assets and liabilities of the Acquired Company have varied, the book value of such item in the accounts of the Acquired Company will be adjusted as of the Effective Date.

Seventh resolution

The Sole Shareholder ACKNOWLEDGES that according to article 274 of the Law, on the Effective Date the Merger shall automatically result in the transfer of all the assets and liabilities of the Acquired Company to the Acquiring Company and the Acquired Company will automatically be substituted by the Acquiring Company in all rights and obligations of the Acquired Company of any nature whatsoever. The Acquired Company shall cease to exist ipso jure as at the Effective Date and its shares shall be cancelled.

Eighth resolution

The Sole Shareholder CONFIRMS TO HAVE RENOUNCED to (i) the report of the board of managers of the Merging Companies provided for by article 265 of the Law and (ii) the examination of the Merger Terms by independent experts and the related written reports provided for by article 266 of the Law.

To avoid any doubt, the Sole Shareholder CONFIRMS that the documents referred to in article 267 paragraph 1, points a. to c. of the Law were put at the disposal of the Sole Shareholder at the registered office of the Acquiring Company at least one month before the date of these resolutions.

Ninth resolution

Following the contribution of all the assets and liabilities of the Acquired Company to the Acquiring Company as described above and resulting from the Merger, the Sole Shareholder RESOLVES to INCREASE, with effect as of the Effective Date, the share capital of the Acquiring Company by an amount of EUR 12,600 (twelve thousand six hundred Euros) in order to raise it from its current amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 25,100.- (twenty five thousand one hundred Euros) by creation and issuance of 126 New Shares.

Evaluation

The total net asset book value of the Acquired Company is at least to EUR 12,600 (twelve thousand six hundred Euros).

The Sole Shareholder APPROVES the valuation.

Documents evidencing the valuation of the Acquired Company

The description and the valuation of the Acquired Company have further been confirmed in a report dated 7 April 2014 and established by Mr. Rachid OUAICH and Mr. Benjamin HARTMEIER, both in their capacity as managers of the Acquiring Company acting on behalf of the board of the Acquiring Company which concludes that: "On the date hereof, the net asset book value of the Acquired Company is worth at least the value of the New Shares to be issued by the Acquiring Company to the Sole Shareholder being EUR 12,600.-" (the "Company Report").

Allocation of the New Shares

The New Shares will be allocated in total to the Sole Shareholder who accepts and declares to subscribe to, in its capacity as sole shareholder of the Acquired Company as a consequence of the Merger. The New Shares are fully paid up by way of the said transfer. The Acquiring Company shall proceed to the registration of (i) the capital increase and (ii) the New Shares in the name of the Sole Shareholder in its books and registers.

Further to the here before documented increase in the share capital of the Acquiring Company, the share capital of the Acquiring Company is owned as follows:

	Total number of Shares	Share capital in EUR
Sole Shareholder		
Leipziger Eins Ltd.	251	25,100.-
TOTAL:	251	25,100

Tenth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the Sole Shareholder decides to amend the first paragraph of article 5 of the Articles so as to reflect the taken decisions, which shall be read as follows:

“ **Art. 5.** The corporate capital is set at twenty five thousand one hundred Euros (EUR 25,100.-) represented by two hundred fifty-one (251) sharequotas of one hundred Euro (EUR 100.-) each.”

Eleventh resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to grant any manager of the Acquiring Company acting individually will full power of substitution to proceed to all the formalities necessary, incidental or useful to effect the Merger and its consequences towards all third parties, and in particular with the special formalities, if any, to be carried on with respect to the transfer, in accordance with the Merger Terms and these resolutions, of all the assets and liabilities of the Acquired Company to the Acquiring Company.

Declaration

The undersigned notary declares in accordance with article 271 (2) of the Law to have verified, and hereby certifies, the existence and the validity of the legal acts and formalities required of the Acquiring Company in respect of which he is acting and of the Merger Terms.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Costs - estimation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand Euros (EUR 7,000.-).

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she, as represented here above, signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le huit avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Leipziger Eins Ltd., dont l'adresse est Babrow Building, The Valley, Anguilla, Antilles britanniques et le numéro d'enregistrement est 2170768 (l'«Associé Unique»), ici représenté par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle au 101 Rue Cents L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé du 7 avril 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le représentant de la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté comme dit ci-dessus, déclare et requiert du notaire instrumentant qu'il établisse que:

- Sohmissa Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée, au capital de douze mille cinq cents Euro (12.500 EUR), ayant son siège social au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B. 154.798 (la «Société Absorbante») a été constituée en vertu d'un acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister, le 20 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, sous le numéro 2028 en date du 29 septembre 2010, page 97321; et

- Les statuts de la Société Absorbante (les «Statuts») ont été modifiés en vertu d'un acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, le 19 novembre 2013 et publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, sous le numéro 63 en date du 8 janvier 2014, page 3001.

Ces faits ayant été déclarés, la partie comparante, détenant cent vingt-cinq (125) parts sociales sous forme nominative représentant l'intégralité du capital social de la Société Absorbante a immédiatement procédé et pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE d'APPROUVER:

(A) la fusion par absorption (la «Fusion») tel que définie à l'article 259 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), par laquelle une autre filiale à 100% de l'Associé Unique, Cornet Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée, au capital de douze mille six cents Euro (12.600 EUR), ayant son siège social au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand - Duché de Luxembourg et inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B. 152.669 (la «Société Absorbée») et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»), constituée en vertu d'un acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister, le 14 avril 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, sous le numéro 1172 en date du 4 juin 2010, page 56251, transférera l'ensemble de ses actifs et passif («universalité de patrimoine») à la Société Absorbante suite à la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée;

(B) les termes et conditions communs du projet de fusion (le «Projet de Fusion»), tel qu'approuvé par la réunion du conseil d'administration des deux Sociétés Fusionnantes le 24 février 2014, tel que publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, sous le numéro 556 en date du 3 mars 2014, page 266654 (tel qu'éventuellement modifiés en vertu de ces résolutions) et établissant les termes de la Fusion conformément aux articles 261 et suivant de la Loi.

Deuxième résolution

L'Associé Unique PREND ACTE que (A) à l'exception de l'augmentation de capital dans la Société Absorbante, tous les autres Evènements (tel que ce terme est défini dans le Projet de Fusion) ont eu lieu avant la date de ces résolutions et que (B) la décision de ne pas procéder à l'augmentation de capital dans la Société Absorbante n'a aucun impact sur le calcul du ratio d'échange des parts sociales mentionné à la clause 2.1 du Projet de Fusion.

L'Associé Unique PREND, en outre, ACTE que le conseil de gérance de la Société Absorbée a préparé des comptes intérimaires arrêtés à la date du 31 mars 2014 (les «Comptes Intérimaires») et non au 28 février 2014, afin de prendre en compte les Evènements (tel que ce terme est défini dans le Projet de Fusion) qui ont eu lieu avant la date desdites résolutions mais après le 28 février 2014.

L'Associé Unique DECIDE d'APPROUVER que certains des Evènements décrits dans le Projet de Fusion n'ont pas eu lieu.

Troisième résolution

Après examen et revue des Comptes Intérimaires, l'Associé Unique DECIDE d'APPROUVER les Comptes Intérimaires. Les principaux éléments de ces Comptes Intérimaires sont résumés ci-dessous à leur valeur nette comptable:

Actifs (EUR)		Passifs (EUR)	
Frais d'établissement	216.40	Capital et réserves:	
Actif immobilisés:		- Capital souscrit	12,600.00
- Parts sociales dans un autre organisme . . .	1,709,702.53	- Réserves	1,709,602.53
- Créances sur des entreprises liées	27,672,913.36	- Perte reportée	235,498.12
		- Perte de l'exercice social	78,923.24
Actif circulant:	<u>1,931.15</u>	Dettes non subordonnées:	<u>27,976,987.27</u>
Total Actif:	<u>29,384,763.44</u>	Total Passif:	<u>29,384,763.44</u>

Quatrième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'APPROUVER que le rapport d'échange de parts sociales déterminé dans le Projet de Fusion et fixé à une (1) part sociale de la Société Absorbée pour une (1) part sociale de la Société Absorbante. En conséquence, le capital social de la Société Absorbante sera augmenté de douze mille six cents Euro (12.600 EUR) (les «Nouvelles Parts Sociales») suite à la Fusion.

Les Nouvelles Parts Sociales seront intégralement allouées à l'Associé unique en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbée en contre - partie de la cession de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Cinquième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'APPROUVER que les actifs et passifs de la Société Absorbée sont transférés à la Société Absorbante à leur valeur nette comptable tel qu'indiqué dans les Comptes Intérimaires. Toute différence entre la valeur nette comptable de la Société Absorbée et douze mille six cents Euro (12.600 EUR) sera allouée à une prime de fusion dans les comptes de la Société Absorbante.

Sixième résolution

L'Associé Unique PREND ACTE et APPROUVE que la Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes à la date à laquelle l'Associé Unique a pour chacune des Sociétés Fusionnantes de façon concurrente, approuvé la Fusion et le Projet de Fusion (la «Date de Prise d'Effet»). A cet égard, l'Associé unique, étant l'associé unique des deux Sociétés

Fusionnantes PREND ACTE que immédiatement avant cette assemblée, des résolutions de l'associé unique ont été prises devant le notaire soussigné au niveau de la Société Absorbée en vue d'approuver dans les mêmes termes que les présentes résolutions, la Fusion et le Projet de Fusion avec effet à la Date de Prise d'Effet. En conséquence, l'Associé Unique DECIDE d'APPROUVER que les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme réalisées pour le compte de la Société Absorbante depuis la Date de Prise d'Effet.

L'Associé Unique PREND, en outre ACTE et APPROUVE qu'à l'égard des tiers, la Fusion prendra effet à la date de publication dans le Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations des résolutions de l'associé unique de chaque Société Absorbante approuvant la Fusion et le Projet de Fusion.

Finalement, l'Associé Unique PREND ACTE et APPROUVE que d'un point de vue comptable et fiscal, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme réalisées pour le compte de la Société Absorbante depuis la Date de Prise d'Effet. Si, entre le 31 mars 2014 et la Date de Prise d'Effet, la valeur nette de l'ensemble des actifs et passifs de la Société Absorbée ont varié, la valeur nette de ceux-ci dans les comptes de la Société Absorbée seront ajustées à la Date de Prise d'Effet.

Septième résolution

L'Associé Unique PREND ACTE que, conformément à l'article 274 de la Loi, à la Date de Prise d'Effet, la Fusion entraînera automatiquement la cession de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante et la Société Absorbante se substituera à la Société Absorbée dans tous les droits et obligations de la Société Absorbée de quelque nature qu'ils soient. La Société Absorbée cessera d'exister ipso jure à partir de la Date de Prise d'Effet et ses parts sociales seront annulées.

Huitième résolution

L'Associé Unique CONFIRME AVOIR RENONCE (i) au rapport du conseil de gérance des Sociétés Fusionnantes prévu à l'article 265 de la Loi et (ii) à l'examen du Projet de Fusion par des experts indépendants et aux rapports écrits y relatifs prévu à l'article 266 de la Loi.

Pour éviter tout doute, l'Associé unique CONFIRME que les documents auxquels il est fait référence à l'article 267, paragraphe 1, points a à c de la Loi ont été mis à la disposition de l'Associé Unique au siège social de la Société Absorbante au moins un mois avant la date de ces présentes résolutions.

Neuvième résolution

Suite à l'apport de l'ensemble des passifs et des actifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante tel que décrit ci-dessus et faisant suite à la Fusion, l'Associé Unique DECIDE d'AUGMENTER, avec effet à la Date de Prise d'Effet, le capital social de la Société Absorbée d'un montant de 12.600 EUR (douze mille six cents Euro) pour le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euro) à 25.100 EUR (vingt-cinq mille cent Euro) par la création et l'émission de 126 (cent vingt-six) Nouvelles Parts Sociales.

Evaluation

La valeur nette comptable de la Société Absorbée est au moins égale à 12.600 EUR (douze mille six cents Euro).

L'Associé Unique APPROUVE l'évaluation.

Documents établissant la valeur de l'Apport

La description et l'évaluation de la Société Absorbée ont été ensuite confirmées dans un rapport daté du 7 avril 2014 et établi par M. Rachid OUAICH et M. Benjamin HARTMEIER, tous deux en leur qualité de gérant de la Société Absorbante agissant pour le compte du conseil de gérance de la Société Absorbante (le «Rapport de la Société») lequel conclut que: «A la date de ce rapport, la valeur nette comptable de la Société Absorbée est au moins équivalente à la valeur des Nouvelles Parts Sociales à émettre par la Société Absorbante à l'Associé Unique, à savoir 12.600 EUR (douze mille six cents Euro).».

Attribution des Nouvelles Parts Sociales

Les Nouvelles Parts Sociales sont attribuées en totalité à l'Associé Unique qui accepte et déclare y souscrire, en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbée à la suite de la Fusion. Les Nouvelles Parts Sociales sont intégralement libérées au moyen de ladite cession. La Société Absorbante procédera à l'enregistrement (i) de l'augmentation de capital et (ii) des Nouvelles Parts Sociales au nom de l'Associé Unique dans ses livres et registres.

Suite à l'augmentation dans le capital de la Société Absorbante ci-avant documenté, le capital social de la Société Absorbante est détenu comme suit:

Associé Unique	Nombre total des Parts Sociales	Capital social (EUR)
Leipziger Eins Ltd.	251	25.100
TOTAL:	251	25.100

Dixième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, l'Associé Unique DECIDE de MODIFIER le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts dans le but de refléter les décisions prises, lequel devra être lu comme suit.

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à vingt-cinq mille cent Euro (25.100 EUR), représenté par deux cent cinquante et un (251) parts sociales de cent Euro 100 EUR) chacune».

Onzième résolution

L'Associé Unique DECIDE de donner pouvoir à tout gérant de la Société Absorbante agissant individuellement avec un pouvoir de substitution plein et entier afin de procéder aux formalités nécessaires, incidentes ou utiles visant à donner effet à la Fusion et à ses conséquences envers les tiers, et en particulier les formalités spéciales, le cas échéant, à mener dans le cadre de la cession, conformément au Projet de Fusion et à ces résolutions, de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Déclarations

Le notaire soussigné déclare conformément à l'article 271 (2) de la Loi avoir vérifié, et certifie ici, l'existence et la légalité des actes et formalités qui incombent à la Société Absorbante pour laquelle il acte ainsi que du Projet de Fusion.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend la langue anglaise, déclare également sur demande de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise devra prévaloir.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimés à environ sept mille Euros (EUR 7.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2014. Relation: LAC/2014/17772. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056807/318.

(140065018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Financière de la charcuterie, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.980.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 167.629.

In the year two thousand and thirteen, on the twentieth day of December.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

“Financière de la charcuterie JV”, having its registered office at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 167.587,

here represented by Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of two (2) proxies given under private seal dated on December 19th, 2013;

Such proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as aforesaid, are the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of Financière de la charcuterie, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, incorporated on March 2, 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1097, page 52626, dated April 30, 2012,

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 167.629 (the Company).

The articles of association of the Company have been amended three times since its incorporation, and the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, residing in Luxembourg, dated October 7, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3219, page 154475, dated December 18, 2013.

The Sole Shareholder, represented as aforesaid and representing the entire share capital of the Company, as defined below, have requested the undersigned notary, to record the following resolutions contained into the agenda:

Agenda:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of four million euro (EUR 4.000.000) in order to bring its share capital from its present amount of five million nine hundred eighty thousand euro (EUR 5.980.000) represented by five million nine hundred eighty thousand (5.980.000) shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up to nine million nine hundred eighty thousand euro (EUR 9.980.000) by way of the issue of four million (4.000.000) new ordinary shares of the Company, having a nominal value of one euro (EUR 1) each;

2. Subscription for the new ordinary shares of the Company and payment of the share capital increase specified in item 1. above;

3. Amendment of article 5.1. of the articles of association of the Company (the Articles) pertaining to the capital of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The share capital is set at nine million nine hundred eighty thousand euro (EUR 9.980.000), represented by nine million nine hundred eighty thousand (9.980.000) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up (individually a Share and collectively the Shares).”

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the share capital increase specified in item 1. above, with power and authority given to any manager of the Company, any employee of United International Management S.A. and any lawyer of Stibbe Avocats, each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company; and

5. Miscellaneous.

The Shareholders, represented as aforesaid, requests the undersigned notary to record the sole resolution:

First resolution

The Sole Shareholder resolve to increase the share capital of the Company by an amount of four million euro (EUR 4,000,000) in order to bring its share capital from its present amount of five million nine hundred eighty thousand euro (EUR 5.980.000) represented by five million nine hundred eighty thousand (5.980.000) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up to an amount of nine million nine hundred eighty thousand euro (EUR 9.980.000) by way of the issue of four million (4,000,000) new ordinary shares of the Company, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Subscription - Payment

The four million (4,000,000) new ordinary shares of the Company, having a nominal value of one euro (EUR 1) each have been subscribed and fully paid-up by “Financière de la charcuterie JV”, prenamed and represented as stated here-above, and to have paid them up in full by a contribution in cash in an aggregate amount of four million euro (EUR 4,000,000) which shall be allocated to the nominal share capital account of the Company, so the amount of four million euro (EUR 4,000,000) corresponding at the increase of the share capital is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who states it.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5.1. of the Articles, pertaining to the capital of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The share capital is set at nine million nine hundred eighty thousand euro (EUR 9.980.000), represented by nine million nine hundred eighty thousand (9.980.000) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up (individually a Share and collectively the Shares)”.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the share capital increase specified above, with power and authority given to any manager of the Company, any employee of “United International Management S.A.” having its registered office at 5, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg (RCS Luxembourg B 142.022) and any lawyer of «Stibbe Avocats», having its registered office at 6, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg (RCS Luxembourg B 181.426), each acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which were to be borne by the Company as a result of this deed were estimated to be approximately three thousand one hundred fifty euro (3,150.-EUR).

This deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, well known by the notary, by her surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt décembre.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

«Financière de la charcuterie JV», ayant son siège social au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.587,

ici représentée par Mlle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 décembre 2013;

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme ci-avant, est la seule et unique associé («l'Associée Unique») de Financière de la charcuterie, ayant son siège social se situe au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, constituée le 2 mars 2012 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1097, page 52626, daté 30 avril 2012,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.629 (la Société).

Les statuts de la Société ont été modifiés trois fois depuis sa constitution, et pour la dernière fois par un acte de Maître Henri Hellinckx, de résidence à Luxembourg daté du 7 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3219, page 154475, date du 18 décembre 2013.

L'Associée Unique, représentée comme ci-avant et représentant l'entière du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions contenues dans l'ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000) afin de porter son capital social de son montant actuel de cinq millions neuf cent quatre-vingt mille euros (EUR 5.980.000) représenté par cinq millions neuf cent quatre-vingt mille (5.980.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, à neuf millions neuf cent quatre-vingt mille euros (EUR 9.980.000) par la création et l'émission de quatre millions (4.000.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune;

2. Souscription aux nouvelles parts sociales ordinaires de la Société et libération de l'augmentation du capital social indiquée au point 1. ci-dessus;

3. Modification de l'article 5.1. des statuts de la Société (les Statuts) relatif au capital de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

" 5.1. Le capital social est fixé à neuf millions neuf cent quatre-vingt mille euros (EUR 9.980.000), représenté par neuf millions neuf cent quatre-vingt mille (9.980.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (individuellement une Part Sociale et collectivement les Parts Sociales)."

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter l'augmentation du capital social indiquée au point 1. ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, à tout employé de United International Management S.A. ainsi qu'à tout avocat de Stibbe Avocats, chacun agissant individuellement, afin de procéder au nom de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

5. Divers.

Première résolution

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social d'un montant de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000) afin de porter son capital social de son montant actuel de cinq millions neuf cent quatre-vingt mille euros (EUR 5.980.000) représenté par cinq millions neuf cent quatre-vingt mille (5.980.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, à neuf millions neuf cent quatre-vingt mille euros (EUR 9.980.000) par la création et l'émission de quatre millions (4.000.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

Souscription - Libération

Les quatre millions (4.000.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune ont toutes été souscrites par Financière de la charcuterie JV, précitée et représentée comme indiqué ci-dessus, et les avoir entièrement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000), qui sera affecté au compte de capital social nominal de la Société, donc le montant de quatre millions d'euros (4.000.000,-EUR) est immédiatement à la libre disposition de la Société, dont la preuve a été apportée au notaire instrumentant qui le constate.

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de modifier l'article 5.1. des Statuts relatif au capital de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social est fixé à neuf millions neuf cent quatre-vingt mille euros (EUR 9.980.000), représenté par neuf millions neuf cent quatre-vingt mille (9.980.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (individuellement une Part Sociale et collectivement les Parts Sociales).»

Troisième résolution

L'Associée Unique décide modifier le registre des associés de la Société afin de refléter l'augmentation du capital social ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, à tout employé de «United International Management S.A.» ayant son siège social au 5, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg (RCS Luxembourg B 142.022) ainsi qu'à tout avocat de «Stibbe Avocats», ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg (RCS Luxembourg B 181.426) chacun agissant individuellement, afin de procéder au nom de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à trois mille cent cinquante euros (3.150,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la requête de la personne comparante et en cas de divergence entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire du comparant connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23.12.2013. Relation: LAC/2013/59545. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 18.02.2014.

Référence de publication: 2014026623/167.

(140031988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2014.

Japan Fund Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: JPY 2.052.450,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 131.339.

CLOSURE OF THE LIQUIDATION

Extract of the resolutions taken by the sole shareholder of the Company on 26 March 2014

On 26 March 2014, the sole shareholder of the Company resolved:

- to approve the unaudited annual accounts of the Company for the unaudited financial year ended on 31 December 2012 and to grant discharge to the managers for their mandate during the unaudited financial year ended on 31 December 2012;

- to approve the unaudited accounts of the Company for the unaudited financial period from 1st January 2013 until 20 June 2013 and to grant discharge to the managers for their mandate until 20 June 2013;

- to approve the liquidation accounts covering the liquidation period from 21 June 2013 to 12 December 2013;

- to approve the report of the liquidator of the Company;

- to approve the report of the Commissaire à la liquidation;
- to grant discharge to the liquidator of the Company for the performance of his mandate;
- to close the liquidation of the Company and to return the liquidation proceeds to the sole shareholder;
- that all the books and corporate documents of the Company will be deposited and kept for a period of at least five years at the registered office of the Company.

Traduction en français:

CLOTURE DE LA LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 26 mars 2014

Le 26 mars 2014, l'actionnaire unique de la Société a décidé:

- d'approuver les comptes annuels non-révisés de la Société pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 et de donner décharge aux gérants de la Société pour leur mandat pour l'exercice clos au 31 décembre 2012;
 - d'approuver les comptes non-révisés de la Société pour l'exercice du 1^{er} janvier 2013 au 20 juin 2013 et de donner décharge aux gérants de la Société pour leur mandat jusqu'au 20 juin 2013;
 - d'approuver les comptes de liquidation couvrant la période du 21 juin 2013 au 12 décembre 2013;
 - d'approuver le rapport du liquidateur de la Société;
 - d'approuver le rapport du Commissaire à la liquidation;
 - de donner décharge au liquidateur de la Société pour l'exécution de son mandat;
 - de clôturer la liquidation de la Société et de restituer le résidu de liquidation à l'actionnaire unique;
 - que les livres et documents sociaux seront déposés pendant une durée de cinq ans au siège social de la Société.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Japan Fund Holdco S.à r.l. (in liquidation)

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014057229/41.

(140065752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.

Eurizon Easyfund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion (modifié/coordonné) au 2 avril 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURIZON CAPITAL S.A.

Jérôme Debertolis

Head of Legal & Finance

Référence de publication: 2014048887/11.

(140055443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2014.

Japan Fund Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: JPY 2.052.450,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 131.339.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 20 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2263 du 10 octobre 2007.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Japan Fund Holdco S.à r.l., en liquidation volontaire

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014057230/17.

(140065753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.
